

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2448

[2009/203026]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, modifiée par le décret du 27 mars 2003 et par le décret du 30 avril 2009 portant diverses modifications à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, au décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, au Livre II du Code de l'Environnement, au Code des droits de succession et au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, à l'Eco-Malus et prévoyant une habilitation au Gouvernement pour codifier la législation fiscale wallonne;

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, l'article 97^{ter}, 5°, alinéa 3, inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques;

Vu le décret du 19 novembre 1998 instituant une taxe sur les automates en Région wallonne;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, les articles 2, modifié par le décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, et par le décret du 30 avril 2009 portant diverses modifications à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, au décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, au Livre II du Code de l'Environnement, au Code des droits de succession et au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, à l'éco-malus et prévoyant une habilitation au Gouvernement pour codifier la législation fiscale wallonne, 6, alinéa 2, 10 à 16, modifiés par le décret fiscal du 22 mars 2007, favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, 18, 25, modifié par les décrets des 22 mars 2007 et 17 janvier 2008, précités, 26, 27, remplacé par le décret du 17 janvier 2008, et 64;

Vu le décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, les articles 2, 19°, alinéa 3, et 16, § 2, alinéa 1^{er};

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, l'article D 308, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2000 relatif à la taxe sur les automates en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2003 relatif aux redevances radio et télévision;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, les articles R 321 à R 370;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 janvier 2009;

Vu l'avis n° 45.896/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 février 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Exécution des décrets du 17 janvier 2008 et du 5 mars 2008
créant les éco-bonus et éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques

Article 1^{er}. Les descendants d'une personne et de son conjoint, de son cohabitant légal ou de son cohabitant, qui font partie de son ménage et qui n'ont pas atteint l'âge de 25 ans au jour de la mise en usage du véhicule automobile, ainsi que les autres enfants qui font partie de son ménage et qui n'ont pas atteint l'âge de 25 ans au jour de la mise en usage du véhicule automobile, sont présumés être de tels "enfants à charge", pour l'application des articles 2, 19°, du décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, et 97^{ter}, 5°, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tel qu'inséré dans ce dernier Code par l'article 2 du décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques dans le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Art. 2. Pour ce qui concerne la procédure en recouvrement du montant à reverser par celui qui a obtenu irrégulièrement l'éco-bonus, conformément à l'article 16, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques,

- pour l'application de l'article 31 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, le membre du personnel de la Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, qui est désigné par le Ministre, peut accorder aux conditions qu'il détermine l'exonération de tout ou partie des intérêts de retard;

- pour l'application des articles 35 à 52^{bis} et 58 à 62 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, le receveur est le membre du personnel de niveau 1 de la Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, qui est désigné par le fonctionnaire dirigeant de cette Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne.

CHAPITRE II. — *Modification à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2000 relatif à la taxe sur les automates en Région wallonne*

Art. 3. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2000 relatif à la taxe sur les automates en Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1^{er}. Les fonctionnaires visés à l'article 5, alinéa 2, du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne sont l'inspecteur général et le directeur de la Direction des Recettes du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie."

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes*

Art. 4. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, est remplacé par l'intitulé suivant :

"Arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes".

Art. 5. A l'article 1^{er}, 1^o, du même arrêté, le mot "directes" est remplacé par le mot "wallonnes".

Art. 6. A l'article 2, du même arrêté, remplacé par un arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, les mots "ceux du Ministère de la Région wallonne" sont remplacés par les mots "ceux du Service public de Wallonie".

Art. 7. Aux articles 3, 1^o, du même arrêté, remplacé par un arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, 5, 1^o, et 6, 1^o, du même arrêté, les mots "la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie" sont remplacés par les mots "la Direction des Recettes du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie".

Art. 8. Aux articles 7, alinéas 1^{er} et 3, du même arrêté, remplacé par un arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, et 23, premier tiret, du même arrêté, remplacé par un arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, les mots "l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie" sont remplacés par les mots "l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale budget, logistique et technologies de l'information et de la communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui".

Art. 9. Aux articles 9, 1^o, 10, alinéa 1^{er}, et 22, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie" sont remplacés par les mots "directeur de la Direction des Recettes du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui".

Art. 10. Les articles 17 et 18 du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE IV. — *Modification à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2003 relatif aux redevances radio et télévision*

Art. 11. A l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2003 relatif aux redevances radio et télévision, le mot "directes" est remplacé par le mot "wallonnes".

CHAPITRE V. — *Modifications aux articles R 321 à R 370 de la partie réglementaire du Code de l'Eau*

Art. 12. A l'article R 341, § 2, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire chargé de cette fonction," sont remplacés par les mots "par l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui";

2^o à l'alinéa 2, les mots "de l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne ou du fonctionnaire chargé de cette fonction" sont remplacés par les mots "de l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ou du fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou du fonctionnaire délégué par lui".

Art. 13. A l'article R 345, alinéas 1^{er} et 2, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, les mots "l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie" sont remplacés par les mots "l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie".

Art. 14. A l'article R 347, alinéa 2, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, les mots "par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie ou le fonctionnaire chargé de cette fonction" sont remplacés par les mots "par l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui".

Art. 15. A l'article R 370, 1^o, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, les mots "par le Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire chargé de cette fonction" sont remplacés par les mots "par le secrétaire général du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui".

Art. 16. A l'article R 384, § 5, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, les mots "la Direction Taxe et Redevance de la Division de l'Eau ou de la Division de la Police de l'Environnement de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" sont remplacés par les mots "à la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement".

Art. 17. Aux articles R 338, alinéa 1^{er} et alinéa 3, R 341, § 2, R 344, R 345, R 347, R 349, alinéa 2, R 350, R 351, R 352, R 371, R 374, R 375, § 1^{er}, § 2 et § 3, R 376, R 377, R 378, § 1^{er} et § 3, R 379, R 380, § 2, R 382, R 384, § 3 et § 6, R 386, R 387, R 388 et R 389 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'environnement, les mots "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau" sont remplacés par les mots "Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie".

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

- des articles 4, 5 et 11, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2008;
- des articles 3, 6 à 9, et 12 à 17, qui produisent leurs effets au 1^{er} août 2008.

Art. 19. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2448

[2009/203026]

**27. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2003 und durch das Dekret vom 30. April 2009 zu verschiedenen Abänderungen des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, des Buches II des Umweltgesetzbuches, des Erbschaftssteuergesetzbuches und des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, des Ökomalus, und zur Bestimmung einer Ermächtigung der Regierung, um die wallonische Steuergesetzgebung zu kodifizieren;

Aufgrund des Gesetzes über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, des Artikels 97ter, 50, Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökomalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen;

Aufgrund des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, des Artikels 2, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen und durch das Dekret vom 30. April 2009 zu verschiedenen Abänderungen des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, des Buches II des Umweltgesetzbuches, des Erbschaftssteuergesetzbuches und des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, des Ökomalus, und zur Bestimmung einer Ermächtigung der Regierung, um die wallonische Steuergesetzgebung zu kodifizieren, des Artikels 6, Absatz 2, der Artikel 10 bis 16, abgeändert durch das Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der direkten wallonischen Abgaben, des Artikels 18, des Artikels 25, abgeändert durch die vorerwähnten Dekrete vom 22. März 2007 und vom 17. Januar 2008, des Artikels 26, des Artikels 27, ersetzt durch das Dekret vom 17. Januar 2008, und des Artikels 64;

Aufgrund des Dekrets vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, der Artikel 2, 19^o, Absatz 3 und 16, § 2, Absatz 1;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, des Artikels D 308, Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2000 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2003 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, der Artikel R 321 bis R 370;

Aufgrund des am 17. Dezember 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 21. Januar 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. Februar 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 45.896/2;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

Beschließt:

**KAPITEL I. — Durchführung der Dekrete vom 17. Januar 2008 und vom 5. März 2008
zur Einführung eines Ökobonus und eines Ökomalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen**

Artikel 1 - Die Nachkommen einer Person und deren Ehepartner, gesetzlich Zusammenwohnenden oder Zusammenwohnenden, die zu ihrem Haushalt gehören und die am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs das 25. Lebensjahr nicht erreicht haben, sowie die anderen Kinder, die zu ihrem Haushalt gehören und die am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs das 25. Lebensjahr nicht erreicht haben, gelten als "unterhaltsberechtignte Kinder" für die Anwendung der Artikel 2, 19^o des Dekrets vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen und 97ter, 5^o des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, so wie in das letztere Gesetzbuch durch Artikel 2 des Dekrets vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökomalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen in das Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern eingefügt.

Art. 2 - Was das Verfahren zur Beitreibung des von demjenigen, der den Ökobonus auf unregelmäßige Weise erhalten hat, zurückzuzahlenden Betrags gemäß Artikel 16, § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen betrifft,

- kann das vom Minister bezeichnete Mitglied des Personals der vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens für die Anwendung von Artikel 31 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben die Befreiung von der Gesamtheit oder einem Teil der Verzugszinsen unter von ihm bestimmten Bedingungen gewähren;

- ist für die Anwendung der Artikel 35 bis 52bis und 58 bis 62 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben das Mitglied der Stufe 1 des Personals der vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens, das vom leitenden Beamten dieser vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens der Einnahmer bezeichnet wird.

KAPITEL II. — *Abänderung am Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2000 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region*

Art. 3 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2000 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Artikel 1 - Die in Artikel 5, Absatz 2 des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region erwähnten Beamten sind der Generalinspektor und der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie."

KAPITEL III. — *Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben*

Art. 4 - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird durch folgende Überschrift ersetzt:

"Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben."

Art. 5 - In Artikel 1, 1°, desselben Erlasses wird die Wortfolge "regionalen direkten Abgaben" durch die Wortfolge "wallonischen regionalen Abgaben" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 2 desselben Erlasses, ersetzt durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, wird der Wortlaut "diejenigen des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "diejenigen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 7 - In den Artikeln 3, 1° desselben Erlasses, ersetzt durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, 5, 1° und 6, 1° desselben Erlasses wird der Wortlaut "Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung" durch den Wortlaut "Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 8 - In den Artikeln 7, Absätze 1 und 3 desselben Erlasses, ersetzt durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, und 23, erster Strich desselben Erlasses, ersetzt durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, wird der Wortlaut "den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung" durch den Wortlaut "den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder den von ihm beauftragten Beamten" ersetzt.

Art. 9 - In den Artikeln 9, 1°, 10, Absatz 1 und 22, Absatz 1 desselben Erlasses, wird der Wortlaut "Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung" durch den Wortlaut "Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der dieses Amt ausübende Beamte oder der von ihm beauftragte Beamte" ersetzt.

Art. 10 - Die Artikel 17 und 18 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

KAPITEL IV. — *Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2003 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren*

Art. 11 - In Artikel 1, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2003 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren wird die Wortfolge "regionalen direkten Abgaben" durch die Wortfolge "wallonischen regionalen Abgaben" ersetzt.

KAPITEL V. — *Abänderungen an den Artikeln R 321 bis R 370 des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches*

Art. 12 - In Artikel R 341, § 2, des verordnungsrechtlichen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region oder der damit beauftragte Beamte" durch den Wortlaut "der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut "des Generalinspektors der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region oder des damit beauftragten Beamten" durch den Wortlaut "des Generalinspektors der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder des Beamten, der dieses Amt ausübt, oder des von ihm beauftragten Beamten" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel R 345, Absätze 1 und 2 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches wird der Wortlaut "der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung" durch den Wortlaut "der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel R 347, Absatz 2 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches wird der Wortlaut "vom Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung oder dem dieses Amt ausübenden Beamten" durch den Wortlaut "vom Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dem dieses Amt ausübenden Beamten oder dem von ihm beauftragten Beamten" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel D 370, 1° des verordnungsrechtlichen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches wird der Wortlaut "vom Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region oder dem mit diesem Amt beauftragte Beamten" durch den Wortlaut "vom Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dem Beamten, der dieses Amt ausübt, oder dem von ihm beauftragten Beamten" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel R 384, § 5 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches wird der Wortlaut "der Direktion der Steuern und Gebühren der Abteilung für das Wasser oder der Abteilung Umweltpolizei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt" durch den Wortlaut "der Generaldirektion der Landwirtschaft der Naturschätze und der Umwelt" ersetzt.

Art. 17 - In den Artikeln R 338, Absätze 1 und 3, R 341, § 2, R 344, R 345, R 347, R 349, Absatz 2, R 350, R 351, R 352, R 371, R 374, R 375, § 1, § 2 und § 3, R 376, R 377, R 378, § 1 und § 3, R 379, R 380, § 2, R 382, R 384, § 3 und § 6, R 386, R 387, R 388 und R 389 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches wird der Wortlaut "Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser" durch den Wortlaut "Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

KAPITEL VI — Inkrafttreten

Art. 18 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft mit Ausnahme:

- der Artikel 4, 5 und 11, die am 1. Januar 2008 wirksam werden;
- der Artikel 3, 6 bis 9 und 12 bis 17, die am 1. August 2008 wirksam werden.

Art. 19 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2448

[2009/203026]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure

De Waalse Regering,

Gelet op de wet 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2003 en bij het decreet van 30 april 2009 houdende verscheidene wijzigingen aan de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, op het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, op Boek II van het Milieuwetboek, op het Wetboek van successierechten en op het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, op de Ecomalus en tot invoering van een machtiging voor de Regering om de Waalse belastingwetgeving te codificeren;

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, artikel 97^{ter}, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen;

Gelet op het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, inzonderheid op de artikelen 2, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, en bij het decreet van 30 april 2009 houdende verscheidene wijzigingen in de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, op het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, op Boek II van het Milieuwetboek, op het Wetboek van successierechten en op het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, op de Ecomalus en tot invoering van een machtiging voor de Regering om de Waalse belastingwetgeving te codificeren, 6, tweede lid, 10 tot 16, gewijzigd bij het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, 18, 25, gewijzigd bij voornoemde decreten van 22 maart 2007 en 17 januari 2008, 26, 27, vervangen bij het decreet van 17 januari 2008, en 64;

Gelet op het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, inzonderheid op de artikelen 2, 19°, derde lid, en 16, 2, eerste lid;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D 308, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2000 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2003 betreffende het kijk- en luistergeld;

Gelet op het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen R 321 tot R 370;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 december 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 januari 2009;

Gelet op het advies nr. 45.896/2 van de Raad van State, gegeven op 25 februari 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Uitvoering van de decreten van 17 januari 2008 en van 5 maart 2008 houdende invoering van de Ecobonus en de Ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen

Artikel 1. De afstammelingen van een persoon en van zijn echtgenote/haar echtgenoot, zijn/haar wettelijke samenwonende of zijn/haar samenwonende die deel uitmaken van zijn/haar gezin en die op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig de leeftijd van 25 jaar niet bereikt hebben, alsook de andere kinderen die deel uitmaken van zijn/haar gezin en die op de dag van de ingebruikneming van de autovoertuig de leeftijd van 25 jaar niet hebben bereikt, worden beschouwd als "kinderen ten laste", voor de toepassing van de artikelen 2, 19^o, van het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de voertuigen van natuurlijke personen, en 97^{ter}, 5^o, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals ingevoegd in dit laatste Wetboek bij artikel 2 van het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de voertuigen van natuurlijke personen in het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Art. 2. Wat betreft de procedure tot invordering van het bedrag dat moet worden terugbetaald door degene die de Ecobonus onrechtmatig heeft verkregen, overeenkomstig artikel 16, § 2, eerste lid, van het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen,

- kan, voor de toepassing van artikel 31 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, het door de Minister aangewezen personeelslid van de voorlopige administratieve Cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit vrijstelling van het geheel of een gedeelte van de nalatigheidsinteressen verlenen onder de voorwaarden die hij bepaalt;

- is de ontvanger, voor de toepassing van de artikelen 35 tot 52^{bis} en 58 tot 62 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, het door de leidende ambtenaar van de voorlopige administratieve Cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit aangewezen personeelslid van niveau 1 van deze voorlopige administratieve Cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2000 betreffende de belasting op de automaten in het Waalse Gewest

Art. 3. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2000 betreffende de belasting op de automaten in het Waalse Gewest wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 1. De in artikel 5, tweede lid, van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest bedoelde ambtenaren zijn de inspecteur-generaal en de directeur van de Directie Ontvangsten van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst."

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen

Art. 4. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen."

Art. 5. In artikel 1, 1^o, van hetzelfde besluit, wordt het woord "directe" vervangen door het woord "Waalse".

Art. 6. In artikel 2, van hetzelfde besluit, vervangen bij een besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, worden de woorden "de diensten en ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "de diensten en ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 7. In de artikelen 3, 1^o, van hetzelfde besluit, vervangen bij een besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, 5, 1^o, en 6, 1^o, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie" vervangen door de woorden "de Directie Ontvangsten van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 8. In de artikelen 7, eerste en derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij een besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, en 23, eerste streepje, van hetzelfde besluit, vervangen bij een besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, worden de woorden "de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar".

Art. 9. In de artikelen 9, 1^o, 10, eerste lid, en 22, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie" vervangen door de woorden "directeur van de Directie Ontvangsten van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar".

Art. 10. De artikelen 17 en 18 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2003 betreffende het kijk- en luistergeld*

Art. 11. In artikel 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2003 betreffende het kijk- en luistergeld, wordt het woord "directe" vervangen door het woord "Waalse".

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in de artikelen R 321 tot R 370 van het regelgevend deel van het Waterwetboek*

Art. 12. In artikel R 341, § 2, van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest of door de ambtenaar die dat ambt vervult," vervangen door de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar,";

2° in het tweede lid, worden de woorden "door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest of door de ambtenaar die dat ambt vervult," vervangen door de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar,".

Art. 13. In artikel R 345, eerste en tweede lid, van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, worden de woorden "de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie" vervangen door de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 14. In artikel R 347, tweede lid, van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, worden de woorden "door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie of de ambtenaar die dat ambt vervult" vervangen door de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar".

Art. 15. In artikel R 370, 1°, van het regelgevend deel van Boek II van Milieuwetboek worden de woorden "door de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of de door hem afgevaardigde ambtenaar" vervangen door de woorden "door de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent, of door de door hem afgevaardigde ambtenaar".

Art. 16. In artikel R 384, § 5, van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, worden de woorden "bij de Directie Belastingen en Heffingen van de Afdeling Water of Leefmilieupolitie van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu" vervangen door de woorden "bij het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

Art. 17. In de artikelen R 338, eerste en derde lid, R 341, § 2, R 344, R 345, R 347, R 349, tweede lid, R 350, R 352, R 371, R 374, R 375, § 1, § 2 en § 3, R 376, R 377, R 378, § 1 en § 3, R 379, R 380, § 2, R 382, R 384, § 3 en § 6, R 386, R 387, R 388 en R 389 van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, worden de woorden "Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water" vervangen door de woorden "Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, van de Waalse Overheidsdienst".

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

- de artikelen 4, 5 en 11, die uitwerking hebben op 1 januari 2008;
- de artikelen 3, 6 tot 9, en 12 tot 17, die uitwerking hebben op 1 augustus 2008.

Art. 19. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2449

[2009/203053]

5 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ce qui concerne la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire et la Commission d'avis et l'instruction des recours auprès du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment, les articles 5, 6, 120 et 133;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative et, notamment, l'article 43;

Vu le décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques et, notamment, les articles 4 et 105;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 1985 relatif à la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, émis le 19 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2009;